

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 EVRY-COURCOURONNES CEDEX

EVRY-COURCOURONNES CEDEX,
le 03/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/03/2023

Contexte et constats

Publié sur



COLT TECHNOLOGY SERVICES

23-27 rue Pierre Valette
92240 Malakoff

Références : D2023 - 0360
Code AIOT : 0006512161

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2023 dans l'établissement COLT TECHNOLOGY SERVICES implanté 15 Ave du Cap Horn 91940 Les Ulis. L'inspection a été annoncée le 07/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à la visite du 03/02/2021, compte tenu des enjeux en termes de prévention de la légionellose, de risques technologiques, de consommation d'eau et en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, le Préfet a mis en demeure COLT TECHNOLOGY SERVICES, par voie d'arrêté préfectoral, de justifier du respect des articles suivants sous trois mois à compter de la notification dudit arrêté :

- l'article 8.4.5 de l'AP du 15 mai 2017 en mettant en place les actions correctives afin de lever les déficiences relevées dans le rapport de vérification des installations de protection contre la foudre réalisée par BUREAU VERITAS en date du 29/09/2020. Les justificatifs afférents à la levée des déficiences devra être transmis à l'inspection (NC1).
- l'article 4.1.1 de l'AP du 15 mai 2017 en mettant en place les actions correctives afin de respecter la consommation d'eau maximale autorisée fixée à 18000 m³/an en référence à (NC2).
- l'article 4.4 de l'AP du 15 mai 2017 en révisant l'analyse méthodiques des risques pour les halls 4/5 et en réalisant l'analyse des risques pour les halls 6/9 (NC3).
- l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 en saisissant les données de l'autosurveillance des légionelles pour l'année 2020 sous l'application informatique GIDAF (NC4).

- l'article 4.4 de l'AP du 15 mai 2017 en faisant réaliser les analyses légionelles pour les installations des halls 6/9 pendant la période de fonctionnement (NC5).
- l'article 8.4.2 de l'arrêté préfectoral du 15 mai 2017 en mettant en place les actions correctives afin que l'installation électrique pour les halls 1-2-3-4-5 et les bureaux ne puisse plus entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. Le Q18 afférent devra être transmis à l'inspection dès qu'il sera disponible via l'organisme de contrôle (NC6).
- l'article 8.6.3 de l'arrêté préfectoral du 15 mai 2017 en réalisant la vérification périodique du système de détection et d'extinction automatique au gaz pour les halls 6/9 dans les plus brefs délais. Les rapports de contrôle afférents devront être transmis à l'inspection dès qu'ils seront disponibles via l'organisme de contrôle (NC7).
- l'article 9.2.1 de l'AP du 15 mai 2017 en reprenant l'inventaire des équipements contenant des fluides frigorigènes en précisant la capacité unitaire de chaque équipement et le fluide frigorigène qu'il contient en référence à (NC8).

Suite à la visite du 27/01/2022, l'inspection a constaté que les non-conformités NC3, NC4, NC5, NC6, NC7 et NC8 étaient soldées.

Cependant, les non-conformités NC1 et NC2 persistaient.

Concernant la NC1 (installations de protection contre la foudre), l'inspection a demandé à l'exploitant, dès réception, l'attestation de fin de travaux et les carnets de bords des équipements mis à jours.

Concernant la NC2 (consommation d'eau), l'inspection a constaté une augmentation substantielle de la consommation d'eau (+257% en une année) dont 78% utilisé par le DH6-9. L'inspection a constaté la réalisation d'une étude par PROJEX concernant la récupération de l'eau de vidange des IDEC et des condensats. L'exploitant travaillait sur le problème de régulation de la machine avec notamment la modification du logiciel interne.

Dans son rapport du 11/03/2022, l'inspection a proposé à Monsieur le Préfet :

* d'accorder un ultime délai supplémentaire jusqu'au 31 octobre 2022 pour mettre en place les parafoudres dans les locaux TGBT des DH2-3.

* de consigner entre les mains d'un comptable public une somme de 371 167 € correspondant au coût total des travaux pour la récupération de l'eau de vidange et condensats ;

Toutefois, en réponse au projet d'arrêté de consignation, par courriel du 30/06/2022, l'exploitant expliquait être en train de mettre en place des solutions techniques pour corriger la surconsommation d'eau constatée et ainsi respecter le seuil limite annuel de consommation.

A la suite d'une réunion avec l'inspection le 01/04/2022, l'exploitant s'est engagé à transmettre un relevé mensuel sa consommation en eau. Cette transmission a été effectuée par courriels de mai à décembre 2022. L'inspection laisse ainsi un ultime délai, au 31/12/2022, avant de prendre l'arrêté de consignation.

L'inspection du 03 mars 2023 a été menée sur l'examen des actions engagées pour la levée des deux dernières non-conformités de l'arrêté préfectoral n°2021/PREF/DCPPAT/BUPPE/086 du 07/04/2021 mettant en demeure l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COLT TECHNOLOGY SERVICES
- 15 Ave du Cap Horn 91940 Les Ulis
- Code AIOT : 0006512161
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société COLT TECHNOLOGY SERVICES est une plateforme d'échanges d'informations, comptant environ 30 000 clients - entreprises et administrations. La société possède et opère un réseau fibre optique de 25 000 kms dans 13 pays, incluant des boucles locales dans 34 grandes villes Européennes, 16 000 bâtiments raccordés en fibre et 19 Data Centers Colt.

Le site des ULIS est dédié à l'hébergement des applications/serveurs IP (Internet Protocol) que ses clients ne souhaitent pas gérer eux-mêmes. Cet hébergement se fait dans un data center, salle « blanche » climatisée, bénéficiant d'un environnement sécurisé (double accès à l'énergie stabilisée et à Internet, climatisation avec redondance).

Situation administrative :

L'établissement bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter depuis 2017. Celui-ci a été modifié par l'arrêté préfectoral n° 2021.PREF/DCPPAT/BUPPE/183 du 21 juillet 2021 dans le cadre du projet d'extension du Datacenter

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- respect des deux points soulevés par l'arrêté de mise en demeure.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Protection contre la foudre (NC1)	AP de Mise en Demeure du 07/04/2021, article 1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
2	Origine des approvisionnements en eau (NC2)	AP de Mise en Demeure du 07/04/2021, article 1	Avec suites, Consignation	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Considérant que les travaux de mise en conformité des installations contre la foudre ont été réalisés dans le délai imposé ;

Considérant que l'exploitant a transmis l'attestation de fin de travaux et les carnets de bords des équipements mis à jour ;

Considérant que les installations de protection contre le risque foudre (extérieure et intérieure) du site COLT aux ULIS (91) sont conformes aux normes en vigueur ;

Considérant que l'exploitant respecte l'article 8.4.5 de l'AP du 15 mai 2017 et donc l'article 8.4.6 de l'AP du 22 juillet 2021;

Considérant que les modifications apportées aux appareils de refroidissement permettent une réduction significative des consommations d'eau potable et présentent un caractère pérenne ;

Considérant que l'exploitant déclare une consommation 2022 de 21 363 m³ ;

Considérant que la consommation d'eau a significativement diminuée pour l'année 2022 et est inférieure au seuil de 28 000 m³ prévu à présent dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22/07/2021 ;

Considérant que l'exploitant respecte l'article 4.1.1 de son arrêté d'autorisation concernant la consommation d'eau maximale autorisée ;

L'inspection propose à Monsieur le Préfet d'informer l'exploitant qu'il prend acte que l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2021/PREF/DCPPAT/BUPPE/086 du 07/04/2021 est respecté, et en conséquence le projet d'arrêté de consignation proposé suite à l'inspection du 27 janvier 2022 n'a plus lieu d'être.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection contre la foudre (NC1)
Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/04/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques technologiques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/01/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 31/10/2022
Prescription contrôlée : <p>Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511- 1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 623052, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers où pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF. AU regard des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection. Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique. Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un État membre de l'Union européenne. Pour les installations dont le 1^{er} arrêté d'autorisation est antérieur au 24 août 2008 : L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre. Pour les installations dont le 1^{er} arrêté d'autorisation est postérieur au 24 août 2008 : L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention ont été réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique. L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par Un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par Un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois. L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications. Ces documents sont mis à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur. Les paratonnerres à source radioactive ne sont pas admis d</p>
Constats : Suites aux constats relevés lors de la visite d'inspection du 27/01/22, M. le Préfet a accordé un ultime délai supplémentaire jusqu'au 31 octobre 2022 pour mettre en place les parafoudres dans les locaux TGBT des DH2-3. Par courriel du 08/07/2022, l'exploitant transmet le DOE (dossier d'ouvrages exécutés) intermédiaire communiqué par FRANKLIN ENERGIE concernant l'installation des paratonnerres (travaux réalisés du 01 au 03/03/2022) . Par courriel du 18/10/2022, l'exploitant transmet le DOE complet remis par FRANKLIN ENERGIE relatif à l'installation des paratonnerres et des parafoudres (travaux réalisés du 15 au 28/09/2022 et

du 14 au 28/09/2022).

Par courrier daté du 06/01/2023, l'exploitant transmet les documents suivants :

- l'attestation de fin de travaux établie par FRANKLIN ENERGIE relative à l'installation de matériels de protection contre les effets de la foudre sur le site COLT LES ULIS datée du 04/03/2022 (paratonnerres) ;
- l'attestation de fin de travaux établie par FRANKLIN ENERGIE relative à l'installation de matériels de protection contre les effets de la foudre sur le site COLT LES ULIS datée du 17/10/2022 (parafoudres).

Suite à la visite du 03/03/2023, l'exploitant transmet :

- le rapport de la vérification initiale réalisée par RG Consultant. L'exploitant informe l'inspection qu'il fait état d'une réserve liée à l'impossibilité d'accéder au regard de visite pour vérifier la descente du PDA n° 2. En effet, le regard pour le contrôle de la terre a été bitumé par erreur. L'exploitant va rapidement remédier au problème ;
- le carnet de bord des installations de protection contre la foudre, l'inspection constate que le carnet de bord est tenu à jour ;
- le rapport de la vérification complète réalisée par Bureau Veritas daté du 15/11/2022, l'exploitant déclare que cette vérification ayant eu lieu postérieurement à la pose des paratonnerres et parafoudres par Franklin Energie. L'inspection constate que le rapport n'a fait état d'aucune non-conformité.

Par courriel du 13/03/2023, l'exploitant transmet le rapport de vérification initiale 2023 des protections foudre réalisée par RG Consultant daté du 22/02/2023 (version V2). L'inspection constate que les installations (extérieure et intérieure) du site COLT aux ULIS (91) sont conformes aux normes en vigueur. La réserve a été levée.

Ce point est soldé.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet